

ÉCONOMIE Une nouvelle association en appelle au Conseil fédéral pour qu'il ne brade pas les atouts de notre pays.

Swissrespect.ch s'engage pour la Suisse

PIERRE MAYORAZ

Nombre de menaces planent sur la Suisse, la place financière bien sûr mais aussi le système fiscal, la garantie de la sphère privée pour n'en citer que quelques-unes.

Antoine Spillmann, Flavien de Mural, Jean-Daniel Balet, Richard Schneider, Jean-Paul Tissières, issus du milieu bancaire mais agissant comme simples citoyens, ont décidé de créer une association pour tenter d'infléchir la tendance qui veut que, depuis quelques années, le Conseil fédéral panique devant les sirènes menaçantes de l'Union européenne et des États-Unis. En mai 2012 naissait donc Swissrespect.ch dont le premier acte public consiste en une lettre ouverte au Conseil fédéral que l'on peut consulter sur le site www.swissrespect.ch.

Les entreprises fondatrices ont réuni des moyens intellectuels et financiers et, pour se renforcer, l'association cherche à mobiliser un maximum de PME et de particuliers. Pas de cotisation minimum requise pour devenir membre, mais des convictions et l'envie de les défendre.

Au service de tous

«Swissrespect.ch vient de la réflexion d'un groupe de citoyens outrés que l'exécutif viole les lois du pays. Par exemple, les accords avec les États-Unis pour sauver UBS ont été jugés illégaux par le Tribunal administratif fédéral et le Parlement a dû modifier les lois rétroactivement pour blanchir le Conseil fédéral. Dernièrement, le Conseil fédéral a autorisé une dérogation de l'article 271 du Code pénal pour permettre à onze banques de divulguer aux États-Unis le nom d'employés qui ont toujours fait honnêtement un travail honnête et qui ne peuvent plus voyager, de peur de représailles. L'acceptation de la primauté du droit étranger sur le droit national doit cesser. Il ne faut pas voir dans Swissrespect une association chargée

de défendre uniquement les intérêts des financiers. Nous voulons défendre l'économie réelle et nous nous mettons au service de tous les citoyens suisses. Nous dénonçons les injustices qui risquent de pénaliser tous les habitants de ce pays», s'insurge Jean-Daniel Balet, qui précise: «Nous voulons nous focaliser sur quatre points précis, la fiscalité des entreprises et des sociétés de participation, la fiscalité des personnes et leur liberté de mouvement, la démocratie directe et la souveraineté des cantons, la protection de la sphère privée.»

Une égalité de traitement pour la Suisse

Selon Swissrespect.ch, en cédant régulièrement aux pressions extérieures, le Conseil fédéral affaiblit l'économie nationale, partant la place privilégiée de la Suisse dans un monde occidental en crise, et la prospérité de ses habitants. «Nous ne disons pas qu'il ne faut rien changer, que la place financière ne doit pas s'adapter à la nouvelle donne. Simplement, nous proposons de ne pas aller plus vite que la musique et de ne pas avoir dix ans d'avance sur les autres. Surtout de ne pas accepter de changer chez nous ce que nos concurrents se gardent bien de changer chez eux. Nous voulons une égalité de traitement pour la Suisse et que le Conseil fédéral la réclame, contrairement à ce qu'il a fait jusqu'ici. A croire qu'il n'y a plus que des gestionnaires des affaires courantes sous la Coupole et plus d'hommes et de femmes d'Etat. Une vision géoéconomique s'impose», note Jean-Daniel Balet. Ce constat de l'inégalité de traitement, nombre de spécialistes l'ont fait. Il n'est qu'à voir la prospérité de certaines places américaines, notamment la Floride et le Texas, pas prêtes à discuter des avantages qu'elles offrent à la clientèle sud-américaine. De la même manière, Hong-kong, Singapour, les Bahamas et les îles anglo-normandes ouvrent les bras à une partie de la clientèle qui quitte la Suisse, pays riche qui ne veut plus des riches.



« Nous ne devons pas accepter de changer chez nous ce que nos concurrents se gardent bien de changer chez eux. »

JEAN-DANIEL BALET MEMBRE FONDATEUR DE SWISSRESPECT.CH

Apolitique

Swissrespect.ch se veut apolitique et libre de tout lien réducteur de son action. Selon elle, des organisations comme Economiesuisse subissent trop les influences de la haute finance multinationale alors que l'USAM comporte trop de membres aux intérêts divergents pour pouvoir agir de manière ouverte, directe et rapide. Selon Swissrespect.ch, il faut exiger des associations professionnelles, notamment de l'Association suisse des banques, ainsi que des autorités, qu'elles négocient dans l'intérêt de l'ensemble de la place économique suisse.

Dans ce sens, Swissrespect.ch se dit ouverte à toute personne ou association qui a les mêmes intérêts, par exemple des syndicats ou des collectivités publiques.

La Suisse en guerre

«Nous vivons une guerre économique et monétaire sans merci. A force de courber l'échine, nous ne pourrions bientôt plus relever la tête, et à force de s'aplatir, nous finirons par rester couchés, définitivement. Nous cérons sur le secret bancaire, la confidentialité, la protection de la sphère privée sans rien en échange, au contraire des autres Etats qui signent des accords avec des clauses de réciprocité. On essaie de faire accroire que tout l'argent déposé en Suisse a fui le fisc. C'est faux. On veut faire de nos banques des gendarmes fiscaux chargés de dénoncer des pratiques tout à fait légales chez nous et dont le traitement varie d'un Etat à l'autre. En réalité, on voudrait rapatrier les 2300 milliards de francs de fonds étrangers gérés en Suisse pour mater la crise, alors que les quelques milliards d'impôts non perçus que l'on nous réclame officiellement ne constitueraient qu'une goutte d'eau dans le maelström des dettes souveraines», conclut Jean-Daniel Balet. ●